

Bangladesh

Quatrième session du GTEPU, 2-13 février 2009

Informations soumises au GTEPU

Le **Rapport national** [A/HRC/WG.6/4/BGD/1] met en exergue les quotas de minorités ethniques dans les universités et la fonction publique (§ 31). Le Ministère des affaires des Chittagong Hill Tracts (CHT) est mandaté pour défendre les droits des peuples des CHT et accélérer la croissance sociale et économique, alors que les Conseils de district des CHT sont chargés de toutes les activités de développement (§ 90). Les affectations budgétaires pour les CHT concernent l'aide alimentaire, la santé, l'éducation, la culture, les sports, l'eau et l'assainissement (§ 91). L'accès à la justice et aux communications est en cours d'amélioration (§ 92).

Dans la **Compilation des documents onusiens** [A/HRC/WG.6/4/BGD/2],

- le CRC et l'UNICEF expriment leur **inquiétude (§ 12) concernant la situation des enfants tribaux et de minorités ethniques, et le non-respect de leurs droits** [CRC/C/15/Add.221, § 79] ;
- le Rapporteur spécial (RS) sur l'intolérance religieuse recommande une révision des programmes scolaires afin de prendre en compte de manière adéquate la diversité religieuse et ethnique du pays et de promouvoir la non-discrimination [A/55/280/Add.2, § 105].
- Les violations des droits de l'homme dans les CHT, y compris les **attaques et les arrestations par les forces de sécurité ou avec leur consentement contre la population et les leaders autochtones**, sont soulignées (§ 17) par le CERD, le RSPA et plusieurs titulaires de mandats au titre des procédures spéciales [CERD/C/304/Add.118, § 9 ; A/HRC/6/15/Add.1, § 25, 33, 45, 57 ; A/HRC/4/32/Add.1, § 12].
- Le CERD fait part de son inquiétude (§ 39) concernant la **lenteur de la mise en œuvre de l'Accord de paix des CHT** [CERD/C/304/Add.118, § 10] ;
- le RS sur l'**intolérance religieuse** souligne son importance [A/55/280/Add.2, § 108 (d)] ; et
- le RSPA met en évidence la **saisie illégale de terres traditionnelles des communautés autochtones dans les CHT**, et exprime son inquiétude au sujet du **soutien systématique aux colons non-autochtones afin de déplacer les PA** [A/HRC/9/9/Add.1, § 50].

Dans le **Résumé des renseignements des parties prenantes** [A/HRC/WG.6/4/BGD/3]:

- AITPN appelle à la ratification de la Convention 169 de l'OIT (§ 1) et dénonce l'exclusion des PA de la prise de décisions (§ 38).
- AIPP déclare que, malgré une interdiction constitutionnelle, les PA font face à de multiples discriminations et les femmes autochtones sont victimes de négligences et de violences importantes (§ 14). Les bases militaires dans les CHT contribuent aux violations flagrantes continues des droits de l'homme (AITPN, § 20). Les activistes autochtones des droits de l'homme sont harcelés, en toute impunité (AITPN, § 29 ; ACHR, § 35).
- AITPN et AIPP soulignent l'absence de reconnaissance constitutionnelle pour les PA, et la privation historique de leurs droits, alors que l'État soutient l'accaparement systématique des terres et l'établissement illégal de colons bengalis dans les CHT (§ 46). AIPP souligne que la Commission foncière de l'Accord de paix des CHT n'a pas encore été établie (§ 47). AITPN dénonce le fait qu'au nom de la création d'un Éco-Parc, les mesures gouvernementales ont mené à la destruction de la forêt et à un déplacement massif de PA avec une répression très dure des opposants (§ 49).
- AITPN recommande une coopération technique pour une Commission nationale pour les droits des PA (§ 55).

Parmi les **questions présentées à l'avance** au Bangladesh, le Royaume-Uni et le Danemark s'enquière de la pleine mise en œuvre de l'Accord de paix des CHT.

Document final

Le **Rapport du GTEPU** [A/HRC/11/18] rappelle l'existence du Ministère spécial pour les CHT (§ 19). Le Népal souligne l'inclusion des peuples tribaux (§ 56). Le Saint-Siège s'enquiert de la prise en compte de la situation difficile des PA (§ 75). Parmi les **recommandations** (§ 94) du rapport, le Mexique recommande de ratifier la Convention 169 de l'OIT (2)¹. La Norvège et l'Australie recommandent la mise en œuvre pleine et

entière et rapide de l'Accord des CHT (34).

Dans sa **réponse** [A/HRC/ 11/18/Add.1], le Bangladesh indique que la plupart des dispositions de la Convention 169 de l'OIT sont contenues dans l'Accord de paix des CHT, dont la pleine mise en œuvre est en cours.

Dans le **Rapport de la 11^e session du CoDH** [A/HRC/11/37, § 273-301], FORUMASIA appelle à des engagements concrets et mesurables pour aborder la violence contre les PA ; à des réparations adéquates ; et à la pleine mise en œuvre de l'Accord de paix des CHT (§ 292). IWGIA appelle : au règlement effectif des litiges fonciers par la reprise des travaux de la Commission sur les litiges fonciers et par le déplacement volontaire des colons bengalis des CHT ; au retrait des camps militaires ; au transfert de toutes les fonctions administratives convenues aux Conseils de district des CHT ; et au plein fonctionnement du Conseil régional des CHT (§ 295).

Publié le 7 décembre 2010 4

UPDATE 92-93 doCip Juillet / Novembre 2010

Liste des abréviations	
ACFN: Athabasca Chipewyan First Nation	FL: France Libertés – Fondation Danielle Mitterrand
ACHR: Asian Centre for Human Rights	FNS: First Nations Summit, British Columbia
ACPD: Action Canada pour la Population et le Développement	FORUMASIA: Asian Forum for Human Rights and Development
ADHOC: Cambodian Human Rights and Development Association	GCC: Grand Conseil des Cris
AHFD: Al-Hakim Foundation	ICERD: Convention internationale sur l'élimination de la discrimination raciale
AHR: Advocates for Human Rights	ICTJ: International Centre for Transitional Justice
AI: Amnesty International	IDMC: Internal Displacement Monitoring Centre
AIANZ: Amnesty International Aotearoa New Zealand	II: Interfaith International
AICT: Association internationale contre la torture	IITC: International Indian Treaty Council
AIPP: Asian Indigenous Peoples Pact	INET: Indigenous Network on Economics and Trade
AIRT: Aotearoa Indigenous Rights Trust	IOIRD: Organisation internationale de développement des ressources autochtones
AITPN: Asian Indigenous and Tribal Peoples Network	IPLPP-UA: Indigenous Peoples Law and Policy Program of the University of Arizona
APN: Assemblée des Premières Nations	IRPP: Institute on Religion and Public Policy
APNQL: Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador	IWA: Indigenous World Association
ATLP: Association Tourner la page	IWGIA: International Work Group for Indigenous Affairs
BABSEA: Bridges Across Borders South-East Asia	JOAS: Jaringan Orang Asal SeMalaysia
BARCADH: Centro Regional de Derechos Humanos «Bartolomé Carrasco Briseño»	KKF: Khmer Kampuchea-Krom Federation
BCM: Bar Council of Malaysia	KKKHRA: Khmer Kampuchea Krom Human Rights Association
CAPAJ: Comisión Jurídica para el Autodesarrollo de los Pueblos Originarios Andinos	LBT: Louis Bull Tribe, Canada
CAPDTC: China Association for Preservation and Development of Tibetan Culture	LCAC: Land Claims Agreements Coalition, Canada
CAT: Comité de l'ONU contre la torture	LCDP: Loi canadienne sur les droits de la personne
CCDE: Coalition canadienne pour les droits de l'enfant	LDL: Ligue des droits et libertés
CCDP: Commission canadienne des droits de la personne	LICADHO: Cambodian League for the Promotion and Defence of Human Rights
CDHUDP: Centro de Derechos Humanos de la Universidad Diego Portales, Chile	LIMEDDH: Liga Mexicana por la Defensa de los Derechos Humanos
CDPEO: Consorcio para el Diálogo Parlamentario y la Equidad, Oaxaca	LLIN: Lubicon Lake Indian Nation
CED: Centre pour l'environnement et le développement, Cameroun	MDH: Maison des droits de l'homme, RDC
CEDAW: Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes	MHFNZ: Mental Health Foundation New Zealand
CERD: Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination raciale	MLA: Maya Leaders' Alliance, Belize
CESCR: Comité de l'ONU des droits économiques, sociaux et culturels	MNICR: Mesa Nacional Indígena de Costa Rica
CHS: Corporación Humanas – Santiago, Chile	MoCN: Montana Cree Nation
CISA: Consejo Indio de Sudamérica	NCHR: Norwegian Centre for Human Rights
CLN: Comité de Liberación 25 de Noviembre	NNHRCO-TDT: National Network of Human Rights Civil Organizations «Todos los Derechos para Todas y Todos», México
CMW: Comité de l'ONU des travailleurs migrants	NOC: Norwegian Ombudsman for Children
CNDH: Comisión Nacional de los Derechos Humanos, México	NWAC: Native Women's Association of Canada
CNDHL: Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés, Cameroun	NZEI: NZEI Te Riu Roa, New Zealand
COHRE: The Centre on Housing Rights and Evictions	NZHRC: New Zealand Human Rights Commission
COMANGO: Coalition of Malaysian NGOs in the UPR process	OCDH: Observatoire congolais des droits de l'homme
CPJ: Citizens for Public Justice, Canada	OCRDESCA: Organizaciones Civiles y Redes sobre la situación de los Derechos Económicos, Sociales, Culturales y Ambientales en México
CRC: Comité de l'ONU des droits de l'enfant	OCT: Observatorio Ciudadano – Temuco
CS: Cultural Survival	ODVV: Organization for Defending the Victims of Violence
CSI: Confédération syndicale internationale	OHRJC: Oromia Human Rights and Justice Council
CSW: Christian Solidarity Worldwide	OSCEPU: Organisations de la société civile pour l'EPU, Mexique
	RADDH: Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme
	RAIPON: Russian Association of Indigenous Peoples of the North

<p> CTSFN: Confederacy of Treaty Six First Nations DHRCR: Defensoría de los Habitantes de la República de Costa Rica ECLJ: European Centre for Law and Justice ECN: Ermineskin Cree Nation ECRI: European Commission against Racism and Intolerance EDUCA: Servicios para una educación alternativa, México EHRCO: Ethiopian Human Rights Council EIP: Association mondiale pour l'école instrument de paix FAFIA: Feminist Alliance for International Action FI: Franciscans International FIACAT: Fédération internationale de l'action des chrétiens pour l'abolition de la torture FIDH: Fédération internationale des ligues des droits de l'homme </p>	<p> REDH-JV: Red de Encuentro Dominicano Haitiano Jacques Viau RSPA: Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones RSSG: Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU SCN: Samson Cree Nation SPM: Société pour les peuples menacés SUHAKAM: Human Rights Commission of Malaysia TUPRF: Tibetan UPR Forum </p>
---	--